

Loi anti-inflation

Au contraire, il fait honneur à l'homme, parce que c'est un instrument pour lui permettre de gagner sa vie. Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user de l'homme comme d'un vil instrument, de ne l'estimer qu'en proportion de sa vigueur physique, permettant aux entreprises de réaliser de plus grands profits.

Les syndicats, monsieur le président, ont pour première fonction de défendre les droits des ouvriers en matière salariale et en conditions de travail. Généralement, ils s'acquittent assez bien de cette première fonction. Toutefois, les chefs ouvriers devraient se faire un devoir d'informer leurs membres des différents rouages de notre système économique, voire même dans les secteurs de la production et également de la consommation, et aussi sur le système monétaire qui a pour fonction de faire le joint entre le capital-travail et le capital-argent.

Le devoir de l'État est donc de faire en sorte que l'harmonie et la justice règnent entre les deux formes de capitaux, ce qui nous aiderait énormément à régler le problème de l'inflation et également celui du chômage.

Nous vivons dans une société de consommation qui dépasse de beaucoup le gros bon sens. Même les pouvoirs publics dépensent sans trop de considération. Les ministères et les sociétés de la Couronne ne pratiquent nullement l'économie. On pourrait qualifier de gaspillage dans bien des cas le remplacement d'outils, de matériaux encore bien utilisables, et les ouvriers qui sont chargés d'effectuer ces changements sont parfois scandalisés du fait que l'État cède pour des prix ridicules des choses qui ont coûté très cher et qui sont encore en bon état.

Même le public se rend compte de ce gaspillage. Ce mauvais exemple, monsieur le président, est pratiqué également par les grandes entreprises qui exécutent des travaux à commission pour le compte des gouvernements, et encore là c'est la population qui paie la note par les impôts et les taxes qui augmentent sans cesse et qui sont une des causes de l'inflation.

Voyons ce qu'il en a été au sujet de la rénovation du navire *Bonaventure*. Des témoins qui ont comparu devant le comité de la Chambre ont démontré avec preuves à l'appui que des millions ont été dépensés inutilement, qu'il y a même eu du favoritisme, ce qui a coûté des millions aux Canadiens.

Devant ce mauvais exemple des pouvoirs publics et des grandes entreprises, comment est-il possible, monsieur le président, que le public ne soit pas tenté de mettre au rancart des choses encore utilisables mais qui sont peut-être moins modernes. On envoie cela à la «scrap», on place cela sur des bateaux, on l'expédie au Japon et les Japonais se servent de ces matériaux pour fabriquer des choses que nous achetons, et pendant ce temps des milliers de personnes vivent involontairement ou non de prestations de chômage et de bien-être social.

Alors que j'étais jeune homme, j'avais accompagné mon père à une réunion qui se tenait dans une salle de classe à l'école de mon village. Le conférencier nous avait parlé des avantages qu'il y aurait de fonder une caisse populaire Desjardins dans notre paroisse. Il nous avait parlé de la belle vertu d'économie et des avantages que nous pourrions en retirer si nous canalisions nos économies dans une telle caisse en vue des besoins futurs.

Monsieur le président, il est à se demander si l'économie demeure toujours une vertu, si elle doit être pratiquée uniquement par les classes défavorisées ou si les pouvoirs publics doivent également donner l'exemple.

Lors de l'inauguration d'un édifice devant servir à une caisse populaire Desjardins, je disais à l'assistance et en m'adressant particulièrement aux jeunes que l'économie demeure toujours une vertu à être pratiquée, que les \$10 qu'ils dépensent sans penser aujourd'hui et que les \$20 qu'ils refusent de gagner aujourd'hui seront les dollars qui leur manqueront plus tard dans la vie.

Comment demander honnêtement à la population de se serrer la ceinture, alors que les autorités laissent des entreprises supercommerciales faire des annonces à cœur de jour à la radio et à la télévision pour nous inviter à dépenser.

● (1650)

Ces annonces coûtent énormément cher et elles s'ajoutent au prix que doit payer le consommateur. Des annonces invitent à dépenser aujourd'hui pour payer plus tard. Les institutions de finance en profitent et on endette les gens au moyen de prêts à des taux d'intérêt usuraires sous l'œil complaisant des autorités. Même les gouvernements pratiquent cette politique. Constatons-en la preuve dans le domaine de l'habitation.

La Société centrale d'hypothèques et de logement consent des prêts à des corporations pour la construction de logements pour des périodes allant jusqu'à 50 ans à des taux d'intérêt très élevés, ce qui aura pour résultat que le public devra payer quatre fois la valeur de la bâtisse pour en devenir propriétaire seulement après 50 ans. On endette des personnes qui naîtront dans 50 ans pour payer des services à la génération d'aujourd'hui et pourtant, à cette époque, elles devront quand même payer leurs propres services. C'est cela qu'on appelle un système financier sain. Je n'y comprends plus rien, monsieur le président.

Le gouvernement demande à la population de «se serrer la ceinture» et aux ouvriers de ne plus exiger d'augmentation de salaire. Comment est-ce possible que ce message soit reçu avec joie alors que nous avons assisté au cours de la dernière année, et surtout au cours des derniers mois, à une augmentation constante des prix des matériaux de construction, du pétrole, du gaz naturel, de l'essence et même de la taxe sur l'essence, des services publics, du vêtement, de l'alimentation, et cela en dépit du fait que le producteur agricole ne touche pas les revenus auxquels il a droit.

Prenons, par exemple, monsieur le président, les prix des machines agricoles de même que celui des pièces de rechange qui ont augmenté d'une façon décourageante pour les producteurs agricoles au cours des 12 derniers mois. Comment peut-on espérer que ces mêmes producteurs agricoles puissent produire d'une façon plus économique et accepter une baisse des prix de leurs produits?

Encore ce matin, monsieur le président, aux nouvelles on apprenait que l'Ontario Hydro augmente ses prix de 25 p. 100. Qui paiera la note? Alors que les grosses entreprises ont augmenté leurs prix de façon confortable et cela en prévision d'une augmentation possible des salaires pour l'année 1976, et que bon nombre d'ouvriers ont consenti à attendre en 1976 pour le renouvellement de leur convention collective, le gouvernement leur impose maintenant un plafond. C'est ce qui faisait dire à mon collègue, le député de Mercier (M. Boulanger), comme le rapporte *La Presse* de Montréal du 15 octobre 1975, ce qui suit, et je cite:

Les organisateurs libéraux sont plus amers que Juneau.

Et l'article rapporte ceci:

Le député Prosper Boulanger, à qui avait été confiée la supervision de la campagne, déclarait au représentant de *La Presse* que «si Juneau a été défait, c'est la faute à ce m... discours d'hier soir».